



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 13 juin 2022



Ouverture des filiales de banques publiques à l'étranger : Le commerce africain en point de mire

Trois banques publiques : la Banque nationale d'Algérie, le Crédit populaire d'Algérie et la Banque extérieure d'Algérie autorisés à ouvrir des filiales au niveau de pays africains. A l'assaut du marché africain. Le dossier de l'ouverture de banques à l'étranger figure en priorité du Gouvernement.



Mohamed Boukhari, expert financier : «Le secteur bancaire de mieux en mieux outillé»

Les démarches relatives à la mise en œuvre du projet d'ouverture des agences des banques algériennes à l'étranger ont été validées par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres. Une décision qui renforce sa nouvelle vision pour la relance économique et les réformes bancaires avec l'introduction pour la première fois de la notion «multinational aux banques algériennes.



Mustapha Mazouz et la banque de l'habitat : «Mobiliser les financements nécessaires»

La création de la Banque de l'habitat constitue une démarche saluée par de nombreux observateurs, dont Mustapha Mazouz, président de l'Organe consultatif national pour le développement durable et la prospective urbaine. «Ceci vise à la mobilisation de l'argent public pour la concrétisation des opérations de l'habitat», souligne-t-il.



ELLE S'OUVRIRA AUJOURD'HUI À LA SAFEX D'ALGER La FIA revient après deux années d'absence

La 53e Foire internationale d'Alger (FIA) verra la participation de 530 entreprises nationales, dont 383 privées et 147 publiques, alors que 187 sociétés étrangères y sont attendues. L'événement sera dédié au partenariat étranger avec comme slogan : «Pour un partenariat stratégique», et les Etats-Unis seront le pays invité d'honneur

C'est dans un contexte marqué par les restrictions aux importations, à la lumière des dernières décisions annoncées par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, que s'ouvre aujourd'hui la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) au Palais des expositions des Pins maritimes. Et ce, après une absence de deux ans imposée par la pandémie de Covid-19, qui a eu tout un impact sur l'économie mondiale et sur les échanges commerciaux entre les pays. Des échanges revus à la baisse face aux mesures protectionnistes adoptées dans de nombreux pays.

Certaines de ces mesures sont toujours en vigueur à la faveur du conflit russo-ukrainien qui pèse de tout son poids sur certaines filières industrielles, notamment l'agroalimentaire, en raison de la flambée des prix des matières premières alimentaires. Opérateurs algériens de différents secteurs se retrouveront donc l'espace de cinq jours (du 13 au 17 juin) pour discuter des opportunités d'affaires dans ce nouveau contexte et des moyens d'adaptation à la conjoncture économique nationale mais aussi internationale.

Les entreprises algériennes, habituées à s'approvisionner en matières premières et autres équipements auprès de leurs homologues espagnoles, saisiront de leur côté l'occasion pour prospecter de nouveaux fournisseurs après la suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération conclu entre les deux pays en octobre 2022. Reste à savoir si le choix sera au rendez-vous et si les propositions répondront aux attentes des opérateurs économiques nationaux, qui seront au total 530 à prendre part à cette manifestation économique, dont 383 sociétés privées et 147 publiques.

Trente micro-entreprises activant dans divers domaines industriels, financées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) y sont également attendues. Les entreprises de l'artisanat se taillent la part du lion avec 100 exposants, suivies des industries chimiques et pétrochimiques, avec 87 participants.

Les secteurs des industries électronique, électrique et l'électroménager seront représentés par 42 entreprises, contre 68 pour l'agroalimentaire, 66 pour les services, 68 pour les industries mécaniques et 35 pour les industries manufacturières.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics verra la participation de 45 entreprises. L'on note, par ailleurs, la présence de 19 filiales d'entreprises étrangères en Algérie, sur un total 187 sociétés étrangères représentant 20 pays.

L'événement sera d'ailleurs dédié au partenariat étranger avec comme slogan : «Pour un partenariat stratégique» et les Etats-Unis seront l'invité d'honneur. La participation de ce pays sera représentée par une quarantaine d'entreprises activant dans divers secteurs. Il s'agit, entre autres, de l'énergie, la construction, l'agriculture, l'agroalimentaire, l'hydraulique, l'environnement, l'industrie aéronautique et de l'éducation. Une réunion portant sur les négociations algéro-américaines sur l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA) est également prévue demain, à l'occasion de la FIA.

En marge de cette manifestation, qui se tiendra sur une superficie totale de 24 800 m² (en augmentation de 41% par rapport à l'édition 2020), des conférences seront organisées à l'initiative de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI). Le débat sera axé sur les questions relatives au partenariat et à l'investissement en Algérie. Le nouveau code de l'investissement sera au centre de ces débats. Et ce, en plus d'une exposition dédiée aux entreprises exportatrices ou ayant des capacités d'exportation.



[Nouveau Code des investissements :Des exonérations et des avantages](#)

Les modalités d'application de la majorité des 42 articles dudit texte de loi sont fixées par voie réglementaire. La nouvelle loi sur l'investissement accorde toutes sortes d'exonérations(fiscales, parafiscales et douanières), abattements fiscaux et autres avantages incitatifs, aux investisseurs tant nationaux qu' étrangers. Le nouveau Code des investissement s'inscrit dans la continuité du code de 2016.



[Du nouveau dans le dossier des importations de véhicules neufs](#)

Le gouvernement est en train d'étudier le dossier des importations de véhicules neufs. Une source proche du ministère des Finances annonce un dénouement prochain. Notre source indique que l'Exécutif est conscient des besoins en voitures des ministères, des entreprises et des citoyens.



[Deux chefs de partis reçus par Tebboune ont évoqué la crise avec l'Espagne L'Algérie est indivisible](#)

Le front interne souhaité par le président de la République s'est instinctivement formé autour de lui. La série de rencontres entre le président de la République et des représentants de la classe politique et la société civile s'est poursuivie, hier. Abdelmadjid Tebboune a reçu les présidents des partis Sawt Echaâb, Lamine Osmani, et Liberté et Justice, Djamel Ziadi. Le dialogue inclusif lancé par le chef de l'État continue donc et le contexte régional tendu avec l'Espagne démontre, si besoin, toute sa pertinence.



[Crise diplomatique algéro-espagnole Sale temps pour près de 500 entreprises espagnoles](#)

Les restrictions économiques sur le commerce extérieur touchant les produits de et vers l'Espagne prononcées par l'ABEF (Association des banques et établissements financiers) suite à la suspension par l'Algérie du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec Madrid, ont des conséquences directes sur l'économie du royaume ibérique et ses entreprises qui se verront privées de possibilités d'exportations à notre pays.



[IDE : l'Algérie a attiré moins d'un milliard de dollars en 2021](#)

L'Algérie a attiré moins d'Investissements directs étrangers (IDE) en 2021, selon le rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) sur les investissements dans le monde durant l'année dernière, publié le 9 juin 2022.

Un crédit à l'innovation pour accélérer le développement des start-ups : Le produit bancaire sera présenté prochainement en Conseil du Gouvernement

Pour accélérer la transition technologique, le Gouvernement s'est engagé à soutenir les jeunes porteurs de projets et à lever les obstacles qui entravent leur émergence et innovation. Il a ordonné dans cette perspective, la création d'un fonds national pour le financement des start-ups et de nouveaux incubateurs en vue d'accompagner ces entreprises durant leur phase d'amorçage. Un produit bancaire sera bientôt mis en place pour soutenir les jeunes porteurs de projet, selon le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie de la connaissance et des start-ups, Yacine El Mahdi Oualid. Il a annoncé, avant-hier, lors de son déplacement dans la wilaya de Béjaïa, le lancement prochain d' «un crédit à l'innovation destiné aux porteurs de projets dans leur quête de financement.



النسخة الثالثة لمشروع القانون الجديد في البرلمان:

8 امتيازات في 7 قطاعات ضمن خطة استقطاب الاستثمارات

تجتمع لجنة الشؤون الاقتصادية والتجارة والتخطيط الاثنين بالمجلس الشعبي الوطني، لتحديد الجدول الزمني لمناقشة مشروع قانون الاستثمار الجديد، الذي تمت إحالته رسميا أمس الأول إلى مكتب المجلس الشعبي الوطني، بعد خضوعه للتعديلات والتنقيحات المطلوبة على مستوى الحكومة.



تمكين "الزمافرة" من تحويل عائدات الاستثمار إلى الخارج

حدّدت السلطات العليا للبلاد، نوع الاستثمارات المرشحة للاستفادة من تحفيزات جبائية وجمركية وإعفاءات ضريبية، وجزأتها إلى ثلاثة أنظمة تعطى فيها الأولوية لما يعرف بالاستثمارات المهيكلية التي تتدخل فيها الدولة عن طريق التكفل جزئيا أو كليا بأعمال التهيئة، كما مكنت ذات السلطات من توسيع نطاق ضمان تحويل المبالغ المستثمرة والعائدات الناجمة عن ذلك إلى المستثمرين غير المقيمين، في خطوة ترمي إلى تشجيع الجالية الوطنية المقيمة في الخارج واستقطابها للاستثمار في الجزائر.

CONSEIL OXFORD BUSINESS GROUP

«L'Algérie mise sur la diversification de son économie»

LE CABINET DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET DE CONSEIL OXFORD BUSINESS GROUP (OBG), qui prend le pouls de l'économie de l'Algérie, a mis en relief dans son dernier rapport les efforts de diversification économique, notamment en matière d'exportations. Il recense les données et chiffres-clés afin d'analyser les perspectives de croissance du pays.



Après un état des lieux de la situation économique actuelle, analyses sectorielles à l'appui, le rapport revient en détail sur les efforts déployés dans un objectif de reprise économique, insistant entre autres sur le cadre réglementaire en vigueur, les investissements à destination du développement du capital humain, le soutien aux PME et les mesures visant à incorporer davantage les activités de l'économie informelle dans l'économie formelle ou encore la politique de digitalisation. Le secteur de l'industrie, qui contribue actuellement à 5% du

produit intérieur brut (PIB) algérien et présente un fort potentiel de croissance, et les exportations qui en découlent, occupe une place de choix dans ce rapport. Le document cite Yacine Oualid, ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, et Ali Boumediène, fondateur et PDG de Bomare Company, élu meilleur entrepreneur algérien 2021 par European CEO. La relance économique en Algérie constitue l'un des 5 grands axes retenus par le dernier plan d'action du gouvernement annoncé en septembre 2021.

«Ce calendrier de réformes structurelles vise un modèle de croissance durable tirée par le secteur privé, qui fait la part

belle aux exportations de secteurs à forte valeur ajoutée, œuvrant pour ce faire à l'amélioration du climat des affaires et à la promotion des investissements, locaux comme étrangers», indique le rapport.

Le document explore aussi les politiques mises en œuvre, telles que l'introduction d'un nouveau cadre réglementaire ou la levée des mesures restrictives en matière de commerce et d'investissement.

RÉDUIRE LA DÉPENDANCE DES HYDROCARBURES

Si la diversification de l'économie figure en tête des préoccupations de l'Algérie depuis plusieurs années, le pays cherchant à réduire sa dépendance aux revenus des hydro-

carbures et à la volatilité des prix du pétrole, la transition engagée à l'échelle mondiale vers une économie bas carbone se traduit par une accélération des mesures adoptées afin de développer d'autres secteurs.

Le rapport d'OBG identifie les segments industriels à fort potentiel de croissance, tels que les engrais, l'agro-industrie ou le ciment, illustrant son analyse de nombreux chiffres et graphiques dans un format clair et accessible. Le développement d'une industrie à plus forte valeur ajoutée et l'essor récent du secteur manufacturier, notamment dans les segments électronique et électroménager, sont également passés au crible.

■ R. N.

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Accord d'association : l'urgence d'une révision

Les incidences de la crise avec l'Espagne ont laissé remonter à la surface un gros problème, celui des déséquilibres dans l'accord d'association qui lie l'Algérie à l'Union européenne.

Abia Chérif - Alger (Le Soir) - C'est un problème latent, resté sans solution depuis sa mise en pratique en 2005. Ce contrat, on le sait, a été signé à un moment où l'Algérie se trouvait plongée dans des conditions chaotiques et un contexte politique où les intérêts nationaux avaient été mis en veille. Son entrée en vigueur a d'ailleurs très rapidement fait ressortir les lacunes et déséquilibres importants dans le partenariat établi, en matière commerciale notamment, engendrant, de ce fait, des critiques qui ont fini par se transformer en revendication publique du besoin de réviser les clauses de cet accord.

En octobre 2021, cela a donné concrètement lieu à des décisions, algériennes, de mise en place d'un processus visant à rétablir les manquements selon une approche évidemment plus profitable à l'Algérie. Ce samedi, le ministère des Affaires étrangères est revenu sur le sujet. Il a tenu à mettre en exergue le « caractère asymétrique de la structure des échanges commerciaux entre les deux parties et les déséquilibres empêchant le développement d'un partenariat économique mutuellement avantageux ». C'est une

façon de rappeler le mécontentement d'Alger et d'une certaine manière son intention de ne pas se laisser faire sur ce point aussi, même si le sujet ressurgit de manière assez brusque à la faveur du conflit qui l'oppose à l'Espagne. Le problème de fond reste entier et il le demeurera tant qu'aucune évolution en matière de révision des clauses qui posent le plus problème n'est pas rééquilibrée. Tous ces faits ouvrent inévitablement un nouveau chantier important, urgent, sur lequel des avancées doivent être impérativement réalisées. Tout laisse croire que le contexte s'y prête aujourd'hui.

Dans sa réponse à l'UE, le MAE algérien a d'ailleurs tenu à préciser que l'Algérie entretient des relations solides avec des partenaires au sein de l'instance européenne, un élément primordial à prendre lourdement en compte dans cette conjoncture de recomposition internationale où Alger démarque pour arracher sa place.

L'alliance avec l'UE est évidemment stratégique, d'un côté comme de l'autre, mais les dysfonctionnements, déjà énormes, deviennent en effet beaucoup plus visibles lorsque surgissent des

conflits comme ceux qui opposent Alger et Madrid.

La rupture du traité d'amitié qui lie les deux États a engendré une peur manifeste en Espagne qui s'exprime ouvertement dans la presse, par la voie des députés, diplomates et toutes les parties qui critiquent aujourd'hui les retombées de la crise induite par la persistance de Pedro Sanchez et son gouvernement à soutenir Rabat dans sa vision expansionniste.

Cette peur est bien sûr liée aux pertes sèches qui seront occasionnées à l'Espagne en cas de gel des transactions commerciales entre les deux pays. Le sujet est d'ailleurs quotidiennement au cœur des débats télévisés et analyses dans les médias espagnols, qui en arrivent à la conclusion que seul le départ de Sanchez et de son exécutif peut aujourd'hui inverser la tendance et permettre un rétablissement de relations de bon voisinage avec l'Algérie.

Ce sentiment qui secoue Madrid est aussi tout naturellement lié aux gains que lui permettent les échanges dans le cadre du contrat d'association avec l'Union européenne, et c'est l'une des raisons essentielles pour lesquelles le gouvernement espagnol a tenté d'organiser une riposte collective de l'UE pour s'assurer une protection.

Un point important est cependant notable dans la démarche



entreprise. Il y a d'abord le fait que la réponse enregistrée après consultation avec l'exécutif espagnol ne provienne pas des instances de l'UE mais de Josep Borell, haut responsable au sein de cette instance européenne, à la recherche naturelle de la préservation des intérêts de son pays. À l'inverse, la déclaration de la porte-parole des affaires étrangères de l'UE, enregistrée au lendemain de l'annonce de la suspension du traité d'amitié, n'a pas dépassé les limites des réactions de circonstance habituellement énoncées en de telles contextes.

Bruxelles est « extrêmement préoccupée » par la situation, « nous demandons à la partie algérienne de revoir cette décision », a-t-elle déclaré, tout en appelant l'Algérie et l'Espagne à travailler par la voie diplomatique pour résoudre le différend.

Les deux déclarations successives sont totalement différentes, dans la forme et dans le fond, mais le fait même qu'elles soient exprimées dans un conflit d'abord de nature bilatérale a fatalement levé le couvercle d'un vieux problème urgent à régler.

A. C.

BANQUE ET MARCHÉ PARALLÈLE **Le dinar face aux devises**

Dimanche 12 juin 2022, 1 euro s'échangeait contre 155,18 dinars à l'achat et 155,25 dinars à la vente, au niveau de la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échange toujours dans les environs de 214.00 dinars à l'achat et à 216.00 dinars à la vente.

Le dollar américain sur le marché officiel de change reste dans les cotations de ce dimanche à 145,91 dinars à l'achat et 145,93 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé par les cambistes dans les environs de 202 dinars à l'achat et 205 dinars à la vente.

Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, 1 seul pound s'échangeait contre 182,19 dinars à l'achat et 182,32 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère, s'échangeant contre 250 dinars à l'achat et 254 dinars à la vente.

Enfin, pour ce qui est de la monnaie canadienne, 1 dollar canadien est proposé ce dimanche 12 juin 2022, dans les cotations officielles, contre 114,82 dinars à l'achat et 114,89 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échange durant cette même journée contre 152 dinars à l'achat et 155 dinars à la vente.

R. N.

تويع فيها أعوان جمارك ميناء الجزائر قضية استيراد كاميرات "حساسة" أمام محكمة سيدي أمحمد يوم غد

● يمثل يوم غد، أمام محكمة سيدي أمحمد، بالجزائر العاصمة، إطارات جمارك ميناء الجزائر، في القضية التي وصفت بـ"النوعية"، وهي تلك المتعلقة بحاويتي كاميرات مراقبة مصنفة "حساسة"، كانت "الخبر" كشفت عن بعض تفاصيلها في حينها. وكانت قاضي الجلسة الأسبوع الماضي، طلبت حضور الخبير، للجلسة المبرمجة هذا الثلاثاء، مع أن هذا الخبير يعتبر شاهدا في القضية، بناء على تقرير الخبرة التي أجراها في هذا الملف، التي كان فحواها أن السلع غير مطابقة مع التراخيص الصادرة عن الهيئات المؤهلة والواجبة لهذا النوع الحساس من البضاعة. تعود حيثيات القضية، إلى تاريخ 22 جوان 2021، عندما حجزت مصالح الأمن بضواحي المحمدية بالعاصمة حاويتين معبأتين بكاميرات مراقبة ذات رؤية ليلية بأشعة هيرتزية، وهو نوع من الكاميرات الخاضعة لترخصة من مصالح وزارة الدفاع الوطني. وأوقفت مصالح الأمن في هذه القضية إطارات من جمارك ميناء الجزائر وتمت متابعتهم بتهم مختلفة. يتعلق الأمر بكل من مفتش رئيسي للعمليات التجارية، ومفتش الفحص على مستوى الميناء، ورئيس مفتشية أقسام الجمارك بميناء الجزائر (حاويات) قبل أن تتم تبرئته في هذه القضية خلال التحقيق القضائي، وهو الذي تم تحويله في إطار الحركة الأخيرة في سلك الجمارك (26 ماي) كنايب مدير يحدى المديرية الجهوية بغرب البلاد. تجدر الإشارة إلى أن قضية الكاميرات الهيرتزية المحجوزة كانت محل متابعة دقيقة من قيادة الأمن بالنظر لحساسية وأهمية السلعة المحجوزة.


ق-ج



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger